

L'agriculture en 2012 en France et en Europe

Les résultats progressent à nouveau en France, mais stagnent en Europe

Claire Lesdos-Cauhapé, division Industrie et agriculture, Insee

En 2012, en France comme dans l'Union européenne à 27, la valeur de la production agricole s'accroît sous l'effet de la hausse des prix, notamment des grandes cultures et des produits animaux, à l'exception du lait. Comme le prix des consommations intermédiaires augmente également, le résultat net de la branche agricole par actif en termes réels stagne, en moyenne, dans l'Union européenne, après deux années de progression.

En France, toutefois, selon les données provisoires les plus récentes, ce résultat continue à croître (+ 5,4 %), après la hausse de 2011 et surtout de 2010. Depuis 2005, il fluctue fortement. Sur la période 2005-2012, sa progression globale dépasse très légèrement la moyenne européenne.

L'excédent extérieur français en produits agroalimentaires est stable, autour de 11 milliards d'euros.

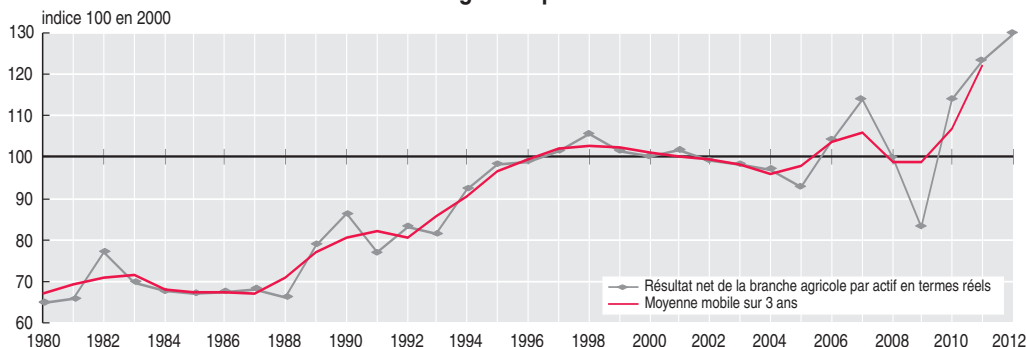
En 2012, en France, le résultat net de la branche agricole par actif (*définitions*) augmente pour la troisième année consécutive (*graphique 1*). La valeur (hors subventions sur les produits) de la production de la branche agricole (*définitions*) s'accroît en effet de 6,5 % par rapport à 2011

(*tableau 1*) : + 8,4 % pour la production végétale et + 3,5 % pour la production animale. Ces progressions résultent d'une hausse sensible des prix, alors que les volumes produits diminuent. La plupart des productions végétales ont pâti de conditions climatiques défavorables et leurs prix augmentent fortement. Seules les céréales à paille bénéficient d'une progression des surfaces et des rendements. Quant aux productions animales, leurs volumes se réduisent ; les prix se renchérissent sensiblement pour le bétail et les oeufs, mais diminuent pour le lait.

Forte hausse des prix pour la plupart des produits végétaux

Le prix de la production végétale (hors subventions sur les produits) augmente en moyenne de 10,6 %. Après une flambée en 2010 et une hausse plus modérée en 2011, les cours des céréales, oléagineux et protéagineux s'envolent de nouveau en 2012. En effet, la production et les stocks mondiaux diminuent alors que le marché est très demandeur en raison notamment de la hausse de la consommation de viande dans les pays émergents. Les prix des pommes de terre flambent de façon spectaculaire, après une chute en 2011. Ceux des fruits et légumes se redressent fortement ; la situation s'est améliorée pour les légumes d'été, après une campagne 2011 très marquée par la crise

① France : résultat net de la branche agricole par actif en termes réels¹



1. Voir *définitions*.

Lecture : en 2012, le résultat net de la branche agricole par actif en termes réels en France passe de 123,1 à 129,8 (en indice), soit une hausse de 5,4 %.

Source : Insee, *compte provisoire de l'agriculture arrêté fin mai 2013, base 2005*.

liée à la bactérie E. coli, et l'offre de fruits est très limitée. Les prix des vins continuent à s'apprécier, dans un contexte de baisse des disponibilités, surtout pour les vins d'appellation qui bénéficient d'une bonne demande à l'exportation.

Parallèlement, la production végétale recule de 2 % en volume en 2012. Après un net redressement en 2011, les productions de vins, pommes de terre, betteraves et fruits se réduisent en raison de conditions climatiques difficiles ; la vendange 2012 est même à un niveau historiquement bas. La récolte d'oléagineux se replie tout en restant supérieure à la moyenne quinquennale ; celle de protéagineux continue à diminuer du fait de la baisse des surfaces. La production

de maïs se stabilise au niveau élevé de 2011. En revanche, les récoltes de céréales à paille, en recul en 2011, progressent fortement : les surfaces augmentent et les rendements ont été favorisés par le climat humide du printemps.

Réduction des volumes et augmentation des prix des animaux

La production animale décroît de 2,1 % en volume. Le recul concerne toutes les catégories. La production de porcins et d'œufs continue à se replier en raison des travaux de mise aux normes des bâtiments ; celle d'ovins poursuit sa baisse tendancielle. La production de bovins et de volailles se réduit après deux années

de hausse. Les abattages diminuent pour les vaches et les génisses et surtout pour les bœufs. La production de poulets est en recul après cinq années de hausse. La collecte laitière régresse dans un contexte de baisse du prix du lait et de flambée du prix des aliments utilisés pour accroître les rendements.

Le prix de la production animale (hors subventions) s'accroît en moyenne de 5,7 % en 2012. Pour le bétail, les prix s'accroissent surtout pour les gros bovins et les porcins, soutenus par la modestie de l'offre face à une demande dynamique. Pour les volailles, ils augmentent modérément, après un fort redressement en 2011. Ils flambent pour les œufs, en lien avec le recul de la production : très marquée en 2011, la baisse s'est poursuivie en 2012 malgré le redressement de fin d'année. En revanche, le prix du lait diminue sous l'effet de la pression à la baisse des prix des produits laitiers industriels.

1 France : de la production à la valeur ajoutée¹

		Valeur 2012 (milliards d'euros)	Évolution 2012/2011 (en %)		
			Volume	Prix	Valeur
Production hors subventions	(a)	76,6	- 1,8	+ 8,4	+ 6,5
Produits végétaux		46,2	- 2,0	+ 10,6	+ 8,4
Céréales		15,4	+ 7,7	+ 20,2	+ 29,5
Oléagineux, protéagineux		3,8	- 3,3	+ 14,9	+ 11,1
Betteraves industrielles		1,0	- 10,3	- 2,6	- 12,7
Autres plantes industrielles ²		0,4	+ 11,1	- 1,7	+ 9,3
Fruits, légumes, pommes de terre		8,1	- 7,1	+ 22,8	+ 14,1
Vins		9,5	- 17,4	+ 6,4	- 12,1
Fourrages, plantes, fleurs		7,9	+ 10,5	- 8,1	+ 1,6
Produits animaux		26,3	- 2,1	+ 5,7	+ 3,5
Bétail (bovins, porcins, ovins, caprins, équidés)		11,8	- 2,8	+ 10,5	+ 7,4
Volailles, œufs		5,2	- 1,0	+ 12,5	+ 11,4
Lait et autres produits de l'élevage		9,4	- 1,7	- 2,8	- 4,5
Services³		4,1	+ 1,4	+ 2,5	+ 3,9
Subventions sur les produits	(b)	1,1	- 2,5	- 3,5	- 5,9
Production au prix de base	(c) = (a) + (b)	77,7	- 1,8	+ 8,3	+ 6,3
Consommations intermédiaires, dont :	(d)	45,8	+ 0,6	+ 4,6	+ 5,3
achats		38,8	+ 0,7	+ 5,7	+ 6,4
Sifim ⁴		1,0	+ 1,5	+ 22,5	+ 24,3
Valeur ajoutée brute	(e) = (c) - (d)	31,9	- 5,5	+ 14,0	+ 7,7
Consommation de capital fixe	(f)	11,2	+ 1,0	+ 4,3	+ 5,3
Valeur ajoutée nette	(g) = (e) - (f)	20,6	- 9,1	+ 20,0	+ 9,0

1. Voir définitions.

2. Autres plantes industrielles : tabac, lin textile, houblon, canne à sucre, etc.

3. Services : production des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel agricole, services entre agriculteurs, agri-tourisme...

4. Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (voir définitions).

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté fin mai 2013, base 2005.

2 France : de la valeur ajoutée au résultat de la branche agricole¹

		Valeur 2012	Évolution 2012/2011
		(en milliards d'euros)	(en %)
Valeur ajoutée nette	(a)	20,6	+ 9,0
Subventions d'exploitation, dont :	(b)	8,4	- 3,4
bonifications d'intérêts		0,1	n.s.
Autres impôts sur la production	(c)	1,6	+ 10,0
Impôts fonciers		1,0	+ 12,6
Autres		0,6	+ 5,8
Résultat net de la branche agricole (ou valeur ajoutée nette au coût des facteurs)	(d) = (a) + (b) - (c)	27,5	+ 4,8

n.s. : résultat non significatif.

1. Voir définitions.

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté fin mai 2013, base 2005.

Nouvelle hausse du coût des intrants

La valeur des **consommations intermédiaires** (*définitions*) s'accroît à nouveau en 2012 (+ 5,3 %), après un net redressement en 2011. Le prix de l'ensemble des consommations intermédiaires augmente sensiblement alors que la hausse des volumes est modérée. Premier poste, les dépenses pour l'alimentation animale progressent de 6,7 % en valeur malgré une stabilisation des volumes consommés ; avec l'envolée des prix des céréales, les prix se sont renchérissés. La facture énergétique est celle qui s'alourdit le plus (+ 14,8 % après + 18,0 % en 2010 et 2011), en raison notamment du remplacement du fioul domestique par le gazole, davantage taxé, comme carburant pour les tracteurs et autres véhicules agricoles. Les dépenses pour l'achat d'engrais diminuent légèrement, après une forte hausse en 2011 : les prix augmentent, mais les quantités utilisées se réduisent. Les achats de produits de protection des cultures s'accroissent sous l'effet de la hausse des volumes : les quantités d'herbicides progressent tandis que celles de fongicides se stabilisent.

Le résultat de la branche agricole augmente

Le montant total des **subventions à la branche agricole** (*définitions*) diminue :

il passe de 9,9 milliards d'euros en 2011 à 9,5 milliards en 2012. Les subventions sur les produits baissent à nouveau, suite aux décisions prises lors du Bilan de santé de la politique agricole commune. Les subventions d'exploitation, qui constituent désormais les principales aides directes à l'agriculture, fléchissent également : le paiement unique augmente légèrement, mais les aides agri-environnementales reculent fortement.

Dans ce compte provisoire de l'agriculture, le **résultat net de la branche agricole** s'accroît de nouveau en 2012 (+ 4,8 %) (*tableau 2*), mais de façon plus modérée qu'en 2011 et surtout 2010. Ces trois années de croissance succèdent à deux années de forte baisse. L'élément déterminant de cette hausse est la progression de la valeur de la production agricole, qui l'emporte sur l'augmentation des charges. Comme l'emploi agricole total diminue de 2,0 %, le **résultat net de la branche agricole par actif** progresse un peu plus : + 7,0 % (*tableau 3*), soit + 5,4 % en **termes réels** (*définitions*). En moyenne sur trois ans, il se redresse et atteint son plus haut niveau depuis 1980 (*graphique 1*).

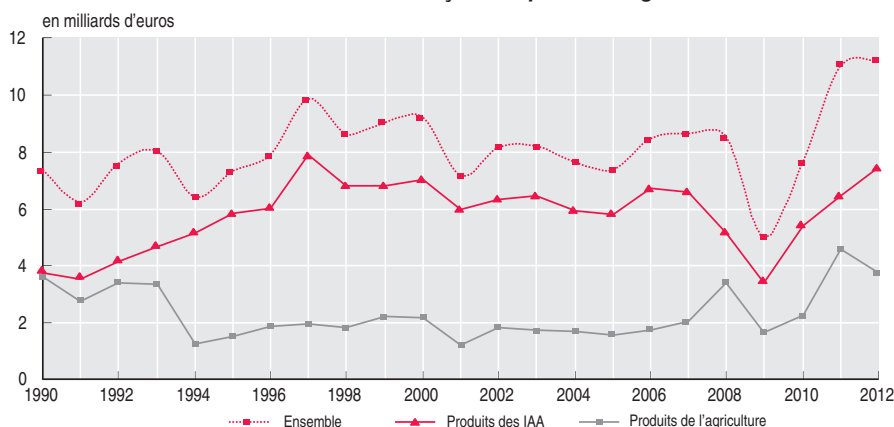
3 France : hausse du résultat net de la branche agricole entre 2011 et 2012

	en %
Résultat net de la branche agricole	+ 4,8
Résultat net de la branche agricole par actif	+ 7,0
Résultat net de la branche agricole par actif en termes réels	+ 5,4
Évolution du prix du produit intérieur brut	+ 1,5
Évolution du nombre d'UTA ¹ total	- 2,0
Évolution du nombre d'UTA des actifs non salariés	- 2,7

1. Unités de travail annuel (équivalents temps plein de l'agriculture).

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté fin mai 2013, base 2005.

2 Solde¹ du commerce extérieur français en produits agroalimentaires



1. Solde CAF-FAB. CAF : coût, assurance et fret à la frontière de l'importateur ; FAB : franco à bord à la frontière de l'exportateur.

Lecture : en 2012, le solde CAF/FAB du commerce extérieur français en produits agroalimentaires s'établit à 11,2 milliards d'euros, après 11,0 milliards d'euros en 2011.

Source : Insee, comptes nationaux annuels, base 2005.

L'excédent du commerce extérieur se stabilise en 2012

En 2012, l'excédent du commerce extérieur en produits agroalimentaires atteint 11,2 milliards d'euros (*graphique 2*) : 3,7 milliards pour les produits agricoles bruts et 7,5 milliards pour les produits transformés. Après une progression en 2011, il est quasiment stable en 2012. Il s'améliore avec les pays tiers, atteignant désormais le même niveau (5,6 milliards) qu'avec l'Union européenne. Le solde augmente de 1,0 milliard sur les produits transformés alors qu'il baisse de 850 millions sur les produits agricoles bruts, après avoir atteint un niveau record en 2011.

Pour les produits agricoles bruts, la détérioration du solde provient du recul des exportations (- 4,8 % en valeur), la baisse sensible des volumes (- 7,8 %) n'étant pas compensée par la hausse des prix (+ 3,2 %). Les importations se maintiennent, quant à elles, à un niveau proche de celui de 2011. L'excédent diminue principalement pour les céréales (- 731 millions d'euros) en raison de la chute des volumes de blé exportés. En revanche, il augmente pour les animaux grâce à la croissance des prix des gros bovins et des porcins et à celle des quantités de volailles vendues.

L'excédent des produits transformés progresse à un rythme soutenu (+ 15,9 % en valeur). La hausse des exportations est due à la fois aux prix et aux volumes. Ce sont essentiellement les boissons alcoolisées qui permettent cette amélioration, mais aussi les produits de l'industrie sucrière et les produits laitiers. La croissance en valeur des importations provient de la hausse de leurs prix.

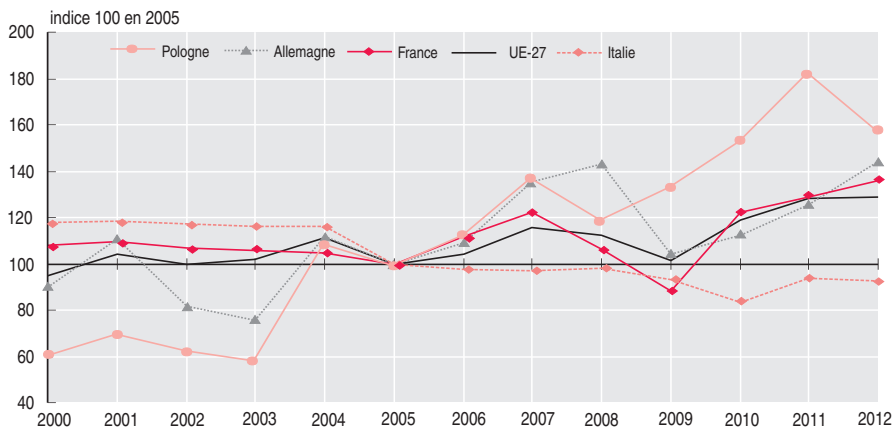
Europe : stabilité du résultat net de la branche agricole par actif en termes réels

Dans l'Union européenne à 27 (UE27), d'après les **comptes prévisionnels** établis en janvier 2013 (*sources*), la valeur de la production agricole hors subventions augmente en 2012 de 2,0 % en termes réels : les volumes baissent de 3,0 % alors que les prix progressent de 5,2 %. La production végétale croît en valeur de 1,3 % : la forte baisse de volume de la production de vin (- 15,7 %), pommes de terre (- 14,1 %), oléagineux (- 7,4 %) et céréales (- 7,0 %) est contrebalancée par l'augmentation des prix à la production des céréales (+ 10,0 % hors subventions), pommes de terre (+ 9,2 %), oléagineux (+ 8,8 %) et du vin (+ 8,8 %). La croissance de la production animale en valeur est un peu plus prononcée : + 3,3 % hors subventions, dont + 3,8 % pour les prix. La hausse du prix de production est particulièrement marquée pour les œufs (+ 30,6 %) et les porcins (+ 9,7 %).

Les consommations intermédiaires augmentent de 1,8 % en termes réels, du fait essentiellement du renchérissement des prix (+ 3,3 %), notamment ceux des aliments pour animaux, des engrais et de l'énergie. Comme les autres charges nettes s'alourdissent légèrement, le résultat net de la branche agricole par actif stagne en moyenne pour l'UE27, après une hausse de 8,0 % en 2011. Il augmente dans 16 des 27 États membres, progressant le plus fortement en Belgique, Lituanie et Lettonie. C'est en Roumanie, Pologne et Slovaquie que les baisses sont les plus marquées.

Depuis 2005, dans l'ensemble de l'UE27, le résultat net de la branche agricole par actif a crû de 28,5 % en termes réels (*graphique 3*), selon les données disponibles fin janvier 2013. Il a progressé dans 22 pays. Dans les États de l'ancienne Union européenne à 15, il n'a augmenté globalement que de 17,9 %, mais avec de fortes disparités. Il a notamment reculé en Irlande (- 6,1 %), Italie (- 7,4 %) et au Luxembourg (- 25,3 %). Dans le même temps, il a augmenté fortement en France (+ 36,1 %), au Royaume-Uni (+ 37,4 %) et en Allemagne (+ 44,4 %). Dans trois des nouveaux États membres (Estonie, Slovaquie, Lituanie), il a augmenté de plus de 80 %. Ces bons résultats sont dus essentiellement à la forte réduction des effectifs agricoles.

③ Union européenne : résultat net de la branche agricole par actif en termes réels¹



1. Voir définitions.

Source : Eurostat, compte européen de l'agriculture prévisionnel arrêté fin janvier 2013 sauf pour la France, compte provisoire de l'agriculture arrêté fin mai 2013.

Sources

Les **comptes européens et français** sont établis selon la méthodologie et les concepts du Système européen des comptes (SEC), mais à des périodes différentes :
 - pour l'Europe, il s'agit de données **prévisionnelles** fournies à Eurostat en janvier 2013 par les États membres ;
 - pour la France, le compte **provisoire** 2012 repose sur des informations disponibles en mai 2013, plus complètes que celles des comptes prévisionnels européens.

Définitions

La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture), élevage d'animaux, activités de travaux agricoles à façon, chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon.
 La production au **prix de base** est égale à la production valorisée au prix auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

Les **consommations intermédiaires** correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production. Elles comprennent les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim). Il s'agit des services rendus par les intermédiaires financiers qui ne sont pas facturés à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

La **valeur ajoutée brute** est égale à la production valorisée au prix de base, diminuée des consommations intermédiaires.

Les **subventions à l'agriculture** comprennent les **subventions sur les produits** (aides associées à certains types de production), qui ont pour la plupart disparu en 2010, et les **subventions d'exploitation**, telles que le paiement unique, les aides pour calamités agricoles, les contrats d'agriculture durable...

La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement. Elle est mesurée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux.

Plusieurs indicateurs sont définis à partir des soldes comptables :

- la **valeur ajoutée nette** est égale à la valeur ajoutée brute diminuée de la consommation de capital fixe ;
- le **résultat net de la branche agricole**

correspond à la « valeur ajoutée nette au coût des facteurs » (valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation – autres impôts sur la production dont impôts fonciers). Son évolution peut être rapportée à celle du nombre total d'unités de travail annuel (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution du **résultat net de la branche agricole par actif**. Elle est aussi présentée en termes réels.

Les indicateurs de revenu de la France et toutes les données européennes (de la production aux indicateurs de revenu) sont présentés en **termes réels** : les évolutions à prix courants sont divisées par un indice qui reflète l'évolution générale des prix dans chacun des États membres. Vu les grandeurs considérées, on n'utilise pas l'indice des prix à la consommation, mais l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB), qui couvre l'ensemble du champ de l'économie. Ainsi, l'évolution d'un prix ou d'un revenu calculée en termes réels est positive ou négative selon qu'elle est supérieure ou inférieure à l'évolution générale des prix. Il s'agit d'une moyenne qui résulte d'une grande diversité de situations individuelles.

Bibliographie

- « Les comptes nationaux provisoires de l'agriculture en 2012 » seront disponibles sur www.insee.fr en juillet 2013, en plus des précédents rapports de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation.
- Lesdos-Cauhapé C., « Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2012 - Les récoltes de céréales augmentent et leurs prix aussi », *Insee Première* n° 1424, décembre 2012.
- « Le revenu agricole réel par actif en hausse de 1,0 % dans l'UE 27 », communiqué de presse n° 179/2012, Eurostat, 12 décembre 2012.
- « Les comptes provisoires de l'agriculture par région et par catégorie d'exploitations en 2012 », *Agreste-Primeur* (SSP), ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, n° 303, juillet 2013.
- « Commerce extérieur agroalimentaire », *Agreste Conjoncture* (SSP), ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Synthèses n° 2013/205, mars 2013.
- Bessone A.-J., Passeron V., Soual H., « Les comptes de la Nation en 2012 - Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule », *Insee Première* n° 1447, mai 2013.

⇒ Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/abonnements>

⇒ Pour vous abonner à **INSEE PREMIÈRE** :

- Par internet : <http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

- Par courrier : retourner ce bulletin à l'adresse ci-après ou par fax au (33) 03 22 97 31 73

INSEE/CNGP - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2013

Abonnement annuel : 84 € (France) 106 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature _____

www.insee.fr

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier

Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet

Rédacteurs :
L. Bellin, J.-B. Champion,
A. Houlou-Garcia, C. Pfister

Maquette : S. C., C. K.

Impression : Jouve

Code Sage IP131456

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2013

